

**Agence de promotion économique du Canada  
Atlantique (APECA)**

**L'État des réalisations 1996-97 pour  
la mise en oeuvre de l'article 41 de la  
Loi sur les langues officielles:**

- Région de l'Atlantique
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse et la Société d'expansion du Cap-Breton
- Terre-Neuve
- Île-du-Prince-Édouard

L'APECA continue de travailler avec les acteurs économiques clés de la région et joue un rôle de premier plan en matières d'activités de développement économique dans les collectivités de toute la région. Ceci comprend l'aide à l'activité économique des francophones, notamment aux PME francophones, aux femmes et aux jeunes entrepreneurs francophones et aux organisations francophones actives dans le domaine du développement économique.

Les activités de l'Agence pour la mise en oeuvre de l'article 41 de la L.L.O. au cours de l'exercice 1996-97 sont énumérées ci-bas.

Les activités de 1996-97 reflètent l'engagement de l'Agence à l'endroit du développement économique des communautés de langue minoritaire au Canada Atlantique.

Le Commissaire aux langues officielles a remis une mention d'honneur 1996 à l'APECA pour le travail fait en développement des communautés de langue minoritaire dans toute la région de l'Atlantique et, particulièrement au Nouveau-Brunswick.

## **Région de l'Atlantique 1996-97**

### **Pour la région de l'Atlantique, l'APECA a entrepris et poursuivi les activités suivantes:**

- Soutien financier et participation au premier Forum national des gens d'affaires francophones à St-Georges de Beauce, au Québec, et au Forum régional à St-André, au Madawaska. Ces Forums avaient pour but d'établir des liens d'affaires, d'échanger et de créer des partenariats entre les gens d'affaires francophones du Canada.
- Le soutien financier pour achever l'adaptation en français du programme d'accréditation pour les conseillers en petites entreprises offert par l'Institut des conseillers en petites entreprises Inc. Le programme devait être offert en français au début mai 1997.
- La tenue d'un atelier et la préparation de matériel de référence en français pour les Corporations locales de développement des entreprises afin qu'elles puissent conseiller le jeune client au sujet du programme de capital d'appoint Connexion pour jeunes entrepreneurs.
- Soutien financier pour la production par le Conseil Économique du N.-B. de la troisième série de 20 émissions de "Temps d'Affaires" portant sur les entrepreneurs francophones des provinces atlantiques. Cette série est diffusée partout dans la région sur les ondes de Radio-Canada, de RDI et de TV 5.
- Soutien financier pour le développement de matériel pédagogique français sur l'entrepreneuriat destiné aux années 4-5-6 du système scolaire francophone dans les provinces atlantiques. Aussi, le matériel de la collection "Coup de main" visant la maternelle à la troisième année fut distribué dans les écoles francophones en 1996.
- Participation financière pour l'initiation par le "Comité des collèges de l'Atlantique pour le développement de l'entrepreneuriat" d'un projet de matériel pédagogique en français et en anglais portant sur l'entrepreneuriat dans les collèges communautaires des provinces atlantiques.

-L'étude du Conseil Économique du N.-B. sur "L'entrepreneurship acadien: ses sources, son essor, son avenir" fut complétée en 1996-97. Cette dernière identifie les lacunes et les défis chez les entrepreneurs francophones en Atlantique.

- La présentation par l'Université de Moncton des résultats du projet de recherche Projet Entrepreneurship Project - 2(PEP2). Le but de cette étude était d'effectuer une comparaison de deux cohortes de finissants et finissantes francophones et anglophones des écoles secondaires des provinces de l'Atlantique au sujet de leurs vécus et de leurs dispositions par rapport à l'entrepreneuriat.

- Participation financière pour l'initiation par le "Cape Breton Association of Women's World Finance" d'une étude chez les femmes francophones et anglophones en affaires aux provinces de l'Atlantique afin de produire une base de données et un Profil statistique de ces dernières.

- Coordonner et faciliter l'accès par le biais des Centres de Services aux entreprises du Canada (CSEC) à du matériel de référence en langue française pour les entrepreneurs francophones, tel que: "Pour préparer l'avenir, le répertoire d'outils en entrepreneurship".

- Participation aux journées de consultations suivantes avec les communautés de langues minoritaires officielles:

- Nouveau-Brunswick (le 3 décembre 1996 à Dieppe)
- Nouvelle Écosse (le 26 novembre 1996 au Collège de l'Acadie, Tusket; le 28 novembre 1996 au Collège communautaire, Port Hawkesbury)
- Île-du-Prince-Édouard (les 13 et 14 novembre 1996 à Summerside)
- Terre-Neuve (le 16 janvier 1997, Labrador City; les 6 et 7 février 1997, La Grand'Terre; les 17 et 18 février 1997, St. John's)
- National (les 16 et 17 janvier 1997, Hull, Québec).

## **Le Nouveau-Brunswick 1996-1997**

Le bureau de l'APECA du Nouveau-Brunswick a entrepris les activités et projets suivants auprès des francophones de la province:

- L'organisation d'un premier forum francophone sur les nouvelles technologies de l'information en français. Ce forum, qui avait lieu à Shippagan, a présenté une occasion unique d'informer les communautés des affaires, scientifiques, académiques et culturelles francophones des possibilités et des défis que représentent les technologies de l'information. Ça permis à la communauté des affaires francophones de mieux comprendre son rôle dans le développement de ce secteur en portant une attention particulière à l'investissement, la création, la commercialisation et l'utilisation de contenus, de services et de produits en langue française.
- Participation à la création d'un Centre d'excellence en informatique au Collège communautaire (CCNB) de Bathurst. Ce centre fera la promotion de l'utilisation et du transfert de la technologie dans les petites et moyennes entreprises du Nouveau-Brunswick. Bien que ce centre desservira également les entreprises anglophones de la province, sa clientèle principale sera les entreprises francophones du Nouveau-Brunswick. Un des principaux objectifs de ce centre sera d'améliorer l'accès aux nouveaux marchés mondiaux. Ce projet a été financé dans le cadre de l'Entente Canada/Nouveau-Brunswick sur le développement économique régional.
- L'organisation de sept ateliers de sensibilisation au commerce international dans différents centres du Nouveau-Brunswick y incluant trois séances en français (Bathurst, Edmundston et Cocagne). Des 56 firmes qui y ont assisté, 45% ou 26 firmes ont assisté aux séances en français. Les résultats furent très positifs.
- L'Agence a également participé à la journée de consultations avec les communautés de langues minoritaires officielles qui s'est tenue le 3 décembre 1996 à Dieppe.

### ***- Au niveau des infrastructures...***

- Sous la section des projets stratégiques de la première phase du programme, un projet a été approuvé pour créer un réseau local afin de relier cinq établissements d'enseignement francophones dans la région de Shippagan en vue de faciliter leur accès à l'Internet.

- Un autre projet consistait à relier toutes les écoles provinciales (incluant les écoles francophones) à “SchoolNet” et à l’Internet.

### ***Développement des entreprises...***

- Sous le Programme de développement des entreprises, l’APECA Nouveau-Brunswick a participé au financement de plusieurs projets de clients francophones. Entre autres, le bureau a contribué au financement d’un parc scientifique situé sur le campus de l’Université de Moncton, la seule université francophone du Nouveau-Brunswick. Un des buts visés par le Parc scientifique est de contribuer au développement économique de la province en favorisant d’une part la recherche et le développement et, d’autre part, une plus grande interaction entre les scientifiques universitaires et l’industrie privée. Le parc offrira également de nouveaux débouchés de stages et d’emplois aux étudiants et étudiantes de l’Université de Moncton, en plus de créer un partenariat solide avec l’industrie de la région du sud-est du Nouveau-Brunswick.

### ***- Divers programmes...***

#### **- Programmes des jeunes entrepreneurs**

Un programme de formation en entrepreneuriat pour les jeunes a été mis en oeuvre en 1996 avec l’appui de l’APECA. Ce programme vise les étudiants au niveau postsecondaire et ceux qui ont terminé leur secondaire et qui expriment un intérêt dans le lancement d’une PME. Huit des douze Commissions de développement économique régional (CDER) ont parrainé le programme pour les étudiants francophones de leur région tandis que les quatre autres CDER ont parrainé le programme anglais.

#### **- Femmes vers le sommet**

Un programme de formation et de jumelage a été appuyé par l’APECA dans la région d’Edmundston pour les entrepreneures francophones qui amorcent la phase d’expansion de leurs entreprises.

### **- Créer l'entreprise, passer de l'idée à l'action**

Une séance de formation en français à Bathurst a été appuyée par l'APECA pour les entrepreneurs potentiels qui sont intéressés de se lancer en affaires et qui cherchent des stratégies de démarrage.

### **Nouvelle-Écosse et Cap-Breton 1996-1997**

Au niveau de la Nouvelle-Écosse et du Cap-Breton, l'APECA offre ses services principalement dans le milieu des affaires et dans le secteur économique. En voici quelques exemples:

- le secteur des affaires en général et le secteur commercial;
- les établissements d'enseignement, en l'occurrence l'Université Sainte-Anne, ainsi que le Centre Jodrey et le Collège de l'Acadie;
- les organismes-cadres comme la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, la Société nationale de l'Acadie, la Chambre de commerce, etc.

Les relations de l'APECA avec les collectivités francophones reposent sur la prestation de services bilingues et sur le savoir-faire de son personnel des bureaux de Yarmouth, Halifax, et de ceux de la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) qui aide à la planification et à la mise en oeuvre des stratégies de développement économique dans les régions francophones de la province. L'Agence appuie et utilise également le réseau de développement communautaire pour offrir ses divers programmes et projets. Il s'agit d'un réseau mis en place par l'intermédiaire des Agences de développement régional (ADR) établies dernièrement dans la province et des Centres communautaires d'aide aux entreprises (CCAÉ) situés dans la province, y compris dans les régions francophones.

#### ***Les activités de l'APECA:***

L'APECA ne cesse de travailler avec ses clients à favoriser la croissance économique dans la province, et participe à une vaste gamme d'activités trop nombreuses pour les mentionner toutes dans ce résumé. Il y a lieu toutefois d'indiquer que la capacité des bureaux de l'APECA en Nouvelle-Écosse et de ses organismes associés de répondre aux besoins des entrepreneurs francophones a considérablement augmenté au cours des dernières années. Le présent document explique quelques-unes des grandes activités de développement économique entreprises par

l'APECA en 1996-1997 dans les collectivités francophones de la partie continentale de la Nouvelle-Écosse, et donne un aperçu de ses futures orientations.

***Au niveau du développement économique:***

L'APECA Nouvelle-Écosse continue de travailler de façon proactive avec les francophones afin d'étudier les possibilités de développement économique et de trouver des programmes et des activités susceptibles de contribuer au développement et à la croissance de leurs collectivités. Voici quelques-unes des activités entreprises cette année:

- Financement pluriannuel pour l'exploitation du Centre Jodrey à l'Université Sainte-Anne qui veille au développement et à la croissance des PME francophones;
- Financement d'une étude sur les ressources humaines du secteur culturel acadien de la province pour déterminer les possibilités de développement d'un secteur artisanal acadien;
- En collaboration avec le Centre Jodrey, appui de l'élaboration d'un plan d'action pour le Programme acadien de développement de l'entrepreneuriat dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, plan qui sera mis en oeuvre en 1997-1998;
- Consultations régulières avec des organismes comme la FANE pour discuter de projets de développement économique;
- Participation à des tribunes, à des ateliers et à des réunions dans les domaines du développement du tourisme, des industries culturelles, des lieux historiques et de l'amélioration de l'enseignement.
- L'Agence a participé aux journées de consultations avec les communautés de langues minoritaires officielles qui se sont tenues les 26 et 28 novembre 1996, respectivement à Tusket et à Port Hawkesbury.

***L'APECA travaille de concert avec ses clients:***

L'APECA ne cesse de travailler avec ses clients à favoriser la création d'occasions d'affaires viables. Les agents d'affaires et de développement en poste à Yarmouth, à Halifax et à la SECB au Cap-Breton aident les entrepreneurs et les gens d'affaires des régions francophones à trouver, à évaluer et à exploiter des débouchés commerciaux viables. Voici quelques initiatives dignes de mention entreprises avec les francophones:

- Consultations permanentes avec certains des principaux organismes de développement économique afin d'étudier et de mettre en oeuvre des stratégies de développement économique;



- Financement pour la construction d'un village historique acadien à Pubnico;
- Financement de programmes majeurs en entrepreneuriat (Institut de développement communautaire, Centre Jodrey), en tourisme (Mise en valeur du front de mer par la Commission de développement de Belliveau Cove, Étude de réaménagement de Grand-Pré et le Musée du thon);
- Continuation des partenariats avec des organismes importants comme le Centre Jodrey, le Collège de l'Acadie, la FANE, etc.
- Démarches positives entreprises à la suite d'une étude terminée en 1995 sur les possibilités d'exportation d'un certain nombre de produits et de services, et réalisation d'un projet (financement consenti dans le cadre du Programme de développement des entreprises);
- Développement d'un télécentre en collaboration avec le Collège de l'Acadie;
- Appui des nouvelles entreprises dans le secteur du tourisme et de la culture à Chéticamp et à Petit de Grat (Festival de la danse et Production Picasso);
- Développement d'un forfait touristique en collaboration avec la FANE et une entreprise privée, pour promouvoir les régions acadiennes de la province;
- Visites des régions francophones par le personnel du Centre de services aux entreprises du Canada en Nouvelle-Écosse, et séances d'information données par celui-ci dans le cadre de ses responsabilités en matière de promotion de ses services dans toute la province.

### ***Les Agences de développement régional (ADR):***

Le réseau des Agences de développement régional a été mis en place récemment par la province de la Nouvelle-Écosse, qui a fusionné les nombreuses commissions locales de développement en 14 agences indépendantes de développement régional. L'APECA, en partenariat avec la province et les municipalités, contribue pour cinq ans au fonctionnement de ces organismes. Dans les régions francophones, où se situent quatre de ces ADR, l'APECA encourage les agences à être représentatives de la population qu'elles servent, et à être sensibles à ses besoins. Pour satisfaire ces exigences, les ADR emploient du personnel francophone ou bilingue. Dans le cas de trois de ces ADR, le nombre de francophones siégeant au conseil d'administration est proportionnel à la population francophone de la région. Les ADR adopteront bientôt un mécanisme qui permettra d'obtenir de l'information sur leurs activités dans les deux langues officielles. Et enfin, de concert avec la province, on continue de trouver des moyens d'améliorer les services offerts par les ADR aux clients francophones.

***Les centres communautaires d'aide aux entreprises (CCAÉ):***

Depuis qu'elle s'est vu confier la responsabilité de ces organismes en 1995, l'APECA encourage les centres communautaires d'aide aux entreprises à faire pleinement participer les collectivités francophones de chaque région. Parmi les résultats obtenus, mentionnons:

- L'augmentation du nombre de membres francophones siégeant aux conseils d'administration;
- L'accroissement de la capacité de servir la clientèle francophone;
- L'adoption de démarches de suivi comme la tenue d'ateliers semestriels et de réunions régulières par les conseils d'administrations pour discuter des services dans les régions francophones.

## **Terre-Neuve 1996-1997**

### ***Le Comité directeur des affaires francophones : collaboration entre le Canada et la communauté francophone***

Les ministères fédéraux et la communauté francophone de Terre-Neuve se sont rendus compte que la collaboration contribuait largement à favoriser la communication. Le Comité directeur des affaires francophones (CDAF) se compose de représentants de la communauté francophone et de responsables de l'application de la Loi sur les langues officielles (LLO) de divers ministères fédéraux. La province participe également par l'entremise de son service de traduction. Le CDAF a pour mandat de coordonner le soutien qu'accorde le gouvernement aux initiatives clés de la communauté francophone et de promouvoir la mise en oeuvre efficace de la Loi sur les langues officielles à Terre-Neuve et au Labrador. La participation ne se limite pas aux membres actuels et on estime généralement que plus il y a de membres, plus la collaboration et la diffusion de l'information sont efficaces.

### ***L'APECA et l'Association régionale de la Côte Ouest (ARCO) : collaboration en vue d'atteindre un objectif commun***

Chaque communauté a besoin d'un point central de liaison, c'est-à-dire un endroit facilement reconnaissable où elle peut aller chercher de l'information. La communauté francophone de la péninsule de Port-au-Port (ARCO) s'est dotée d'un tel centre en mettant sur pied le Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne à La Grande Terre. Ce centre ultramoderne comprend l'école française et abrite un certain nombre de services communautaires ainsi que l'ARCO.

L'APECA a compris l'importance de ce centre et le grand dévouement des gens qui y sont associés lorsqu'elle a financé un plan de développement économique pour les collectivités francophones de la péninsule. Une fois le plan terminé, on a de nouveau fait appel à l'Agence pour qu'elle aide l'ARCO à financer un poste d'agent de développement économique. La titulaire de ce poste, qui devait mener ses activités à partir du Centre, était chargée d'aider la collectivité à faire la promotion du plan et à le mettre en oeuvre ainsi qu'à coordonner les efforts déployés au sein des trois collectivités.

La mise en oeuvre du plan se fait conformément à l'échéancier prévu. L'agente de développement économique et le représentant de l'APECA (côte ouest) se rencontrent sur une base régulière pour discuter des résultats et de l'avancement du plan de développement.

Outre sa contribution annuelle aux activités de l'ARCO, l'APECA assume souvent une partie des coûts des projets de l'ARCO liés au développement économique de la région. L'Agence a aussi grandement participé aux consultations entre le Canada et la communauté tenues au début de 1997.

### ***Le développement économique communautaire : tous les intervenants sont réunis***

La mise en oeuvre d'un plan de développement communautaire exige beaucoup de travail. C'est pour cette raison que l'ARCO et l'APECA ont créé un comité chargé de faciliter et d'orienter l'exécution du plan de développement. Le comité est présidé par l'ARCO, et le suivi des points à l'ordre du jour et l'exécution du travail de base sont assurés par l'ARCO et l'Agence. Le comité se compose de tous les organismes de financement fédéraux, provinciaux et communautaires de la péninsule de Port-au-Port qui participent au plan de développement. De plus, des représentants du conseil de développement, zone 09, et du College of the North Atlantic en sont membres. Le comité se réunit régulièrement afin d'orienter les projets mis de l'avant et de discuter de questions générales de programmation touchant l'ARCO.

### ***L'entrepreneuriat : l'initiation se fait à l'école***

Comme c'est souvent le cas dans les collectivités où la source traditionnelle d'emplois a été axée sur l'un des secteurs de ressources primaires, le nombre de personnes qui se proposent pour mettre de l'avant de nouveaux projets à l'extérieur du secteur de la pêche est assez limité. Même si la ressource est en baisse, l'esprit d'entreprise n'est pas assez fort pour suffire aux besoins.

L'APECA a donc amorcé une collaboration avec l'ARCO et l'organisme Franco-Jeunes à La Grande Terre, afin de répondre aux besoins de la prochaine génération en fournissant de l'information aux jeunes francophones qui pourraient être intéressés à lancer leur propre entreprise soit durant l'été ou de façon plus permanente.

L'ARCO et l'Agence ont donc planifié un exposé sur le programme Capital d'entreprises pour les jeunes à l'intention d'un groupe de jeunes entrepreneurs éventuels. L'événement a été un succès : trois nouveaux entrepreneurs ont mis une entreprise sur pied pour l'été grâce aux conseils prodigués par le programme. L'APECA a aussi aidé l'ARCO à établir un petit centre de

documentation en fournissant des vidéos sur l'entrepreneuriat en langue française, des documents d'information sur l'entrepreneuriat et des profils de jeunes entrepreneurs. Les vidéocassettes et les autres documents d'information ont été présentés au cours de la Semaine de la PME.

***Orientations futures : nous venons tout juste de commencer!***

On reconnaît généralement que le développement économique communautaire ne donne pas de résultats du jour au lendemain. Au bureau de l'APECA, à Terre-Neuve, on sait bien que le fait d'aider les collectivités à s'aider elles-mêmes est aussi important que d'offrir une aide financière ponctuelle. Nous continuerons donc d'aider la communauté francophone à coordonner ses efforts en matière de développement économique. De plus, nous continuerons de communiquer avec d'autres ministères afin de promouvoir les intérêts de la communauté francophone en ce qui touche le développement économique.

Afin que tous puissent se faire servir dans la langue de leur choix, l'APECA continuera d'assurer des services liés aux programmes dans les deux langues officielles par l'entremise de l'agent de développement bilingue affecté au bureau de Corner Brook.

## **Île-du-Prince-Édouard 1996-97**

Au niveau de l'APECA à l'Île-du-Prince-Édouard, plusieurs activités se sont poursuivies et d'autres ont été mises en place dans les communautés francophones et acadiennes. Parmi celles ci...

### ***La Société de développement de la Baie Acadienne Inc.***

L'APECA a toujours travaillé en étroite collaboration avec la Société de développement, ainsi qu'avec son précurseur (La Commission Industrielle de la Baie Acadienne Inc.). L'Agence procure à la société les fonds nécessaires à son fonctionnement pour qu'elle puisse poursuivre son mandat qui consiste à aider les PME et les jeunes entrepreneurs. La société doit aussi aider au développement économique de la région Évangeline.

En plus de ses fonds de roulement, l'APECA accorde à la Société de développement ainsi qu'à ses clients de l'aide financière pour des projets spécifiques. Par exemple, l'Agence a accordé les fonds nécessaires pour l'embauche d'un consultant francophone afin d'aider au développement économique de la région Évangeline. De plus, l'APECA a aidé financièrement au projet de construction d'une promenade touristique et commerciale.

### ***L'Association touristique Évangeline limitée***

L'APECA a accordé à l'Association touristique les fonds nécessaires à l'embauche d'un consultant pour redéfinir le plan relatif au développement du tourisme en rapport à l'Exposition d'Agriculture d'Abrams Village.

En décembre 1996, l'Agence a contribué financièrement à l'embauche d'un consultant en vue d'effectuer une étude de faisabilité d'un projet touristique connu sous le nom de "cinescénie".

Dernièrement, l'APECA a autorisé une aide financière à l'Association pour embaucher un coordonateur du marketing pour l'événement estival "Le Festival Acadien".

### ***Le Conseil acadien de Rustico Inc.***

L'Agence a aidé financièrement le Conseil acadien de Rustico à embaucher un promoteur culturel afin de préparer un plan de marketing pour faire la promotion de "Rendez-vous Rustico" à l'extérieur de l'Île.

***La Société Saint-Thomas d'Aquin limitée***

L'Agence a aidé financièrement la Société à embaucher un consultant pour effectuer une stratégie de développement afin d'aider les Acadiens et les Francophones à mieux se situer économiquement par rapport aux anglophones de l'Île.

***Le Centre de Service aux entreprises du Canada (CSEC)***

Le Centre effectue des visites dans les régions francophones et offre des séances d'information en français. De plus, le CSEC s'assure de pouvoir offrir tous ses services dans les deux langues officielles. Enfin, le CSEC va ouvrir un bureau à la Société de développement de la Baie Acadienne Inc., afin de s'assurer une présence au sein de la communauté francophone et acadienne.